



Assemblée générale

Distr. générale
11 avril 2014
Français
Original: anglais

Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Addis-Abeba, 9-11 avril 2014

Projet de rapport

Rapporteure: Lillian L. MASHAKA (République-Unie de Tanzanie)

Réunion régionale pour l'Afrique préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenue à Addis-Abeba du 9 au 11 avril 2014

I. Introduction

1. Dans sa résolution 56/119 sur le rôle, les fonctions, la périodicité et la durée des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, l'Assemblée générale a décidé que chaque congrès serait précédé de réunions préparatoires régionales et que les futurs congrès s'intituleraient "Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale".
2. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur les enseignements tirés des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, réuni à Bangkok du 15 au 18 août 2006, a souligné l'importance des réunions régionales pour préparer les congrès et aborder les préoccupations et perspectives régionales. Le Groupe a noté qu'en dépit de la mondialisation et du caractère de plus en plus transfrontalier de la criminalité, les différentes régions du monde continuaient d'avoir des préoccupations différentes qu'elles voulaient voir prises en compte par les congrès lors de l'examen de sujets divers (E/CN.15/2007/6, par. 23).
3. Dans sa résolution 67/184, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faciliter l'organisation des réunions régionales préparatoires au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et de dégager les ressources voulues pour permettre aux pays les moins avancés de participer à ces réunions et au treizième Congrès, suivant la pratique établie et en consultation avec les États Membres. Elle a également encouragé les programmes des Nations Unies, les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations



intergouvernementales et non gouvernementales concernés, ainsi que d'autres organisations professionnelles, à coopérer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour préparer le treizième Congrès.

4. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir, en coopération avec les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en temps voulu, un guide de discussion en vue des réunions régionales préparatoires au treizième Congrès et pour le Congrès, et a invité les États Membres à participer activement à ce processus. À sa vingt-deuxième session, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné un projet de guide de discussion. Dans sa résolution 68/185 du 17 octobre 2013, l'Assemblée générale a pris note avec satisfaction du projet de guide de discussion et prié le Secrétaire général de parachever le guide en temps voulu, compte tenu des recommandations formulées par la Commission ainsi que des observations et autres réactions des États Membres, pour que les réunions régionales préparatoires au treizième Congrès puissent se tenir le plus tôt possible en 2014. Le guide de discussion établi sous sa forme définitive (A/CONF.222/PM.1) a été publié en juillet 2013.

5. Dans sa résolution 67/184, l'Assemblée générale avait également encouragé les gouvernements à engager très tôt les préparatifs du treizième Congrès par tous les moyens appropriés, y compris, le cas échéant, la création de comités préparatoires nationaux. Elle avait instamment prié les participants aux réunions préparatoires régionales d'examiner les questions de fond inscrites à l'ordre du jour et les thèmes des ateliers du treizième Congrès, et de formuler des recommandations axées sur l'action qui serviraient de point de départ aux projets de recommandation et de conclusion dont le Congrès serait saisi. Dans sa résolution 68/185, elle a instamment prié les gouvernements d'inviter leurs représentants à se conformer à cette demande et à prendre une part active aux réunions préparatoires régionales, selon qu'il convient.

II. Conclusions et recommandations

6. La Réunion régionale pour l'Afrique préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale est convenue que les recommandations axées sur l'action exposées ci-après, qui reflètent le point de vue de l'Afrique, devraient être prises en considération lors de l'élaboration du projet de déclaration qui sera soumis au Congrès.

7. La Réunion a recommandé que

A. Questions de fond et ateliers

1. Point 3 de l'ordre du jour du Congrès: Succès obtenus et difficultés rencontrées dans l'application des politiques globales en matière de prévention du crime et de justice pénale et stratégies visant à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et à favoriser le développement durable

8. La Réunion a souligné qu'il importait de tenir compte de la spécificité de la situation, des préoccupations et des défis auxquels les États africains étaient

confrontés dans la lutte contre la criminalité et la promotion de l'état de droit. Les États africains disposaient de ressources financières et humaines limitées pour faire face aux nombreuses priorités et aux nombreux besoins à traiter, parmi lesquels figuraient la nécessité de s'attaquer aux multiples formes de criminalité affectant le continent, notamment au trafic de drogues et d'armes, au trafic illicite de migrants, à la traite des personnes, à la piraterie, au trafic de biens culturels, au trafic illicite de faune et de flore, à la cybercriminalité, à la contrefaçon de médicaments et à d'autres formes de contrebande ou de trafic. Les vastes territoires et les frontières maritimes et terrestres longues et poreuses à contrôler ainsi que les conflits armés actuels ou récents compliquaient encore la situation dans divers États Membres de la région.

9. Considérant l'importance de la sécurité, de la justice et de l'état de droit en tant que conditions essentielles à un développement durable et équitable, la Réunion a noté que l'instauration de l'état de droit était un processus qui exigeait des efforts constants et que beaucoup d'États africains en étaient actuellement à consolider leur système de justice pénale pour instaurer ou renforcer l'état de droit. Il était par conséquent indispensable de participer activement au treizième Congrès des Nations Unies, compte tenu des retombées bénéfiques qui en étaient attendues à l'appui des efforts déployés aux niveaux national et international pour la promotion de l'état de droit et du développement.

10. La Réunion a reconnu l'importance cruciale des questions relatives à la prévention du crime et à la justice pénale pour l'instauration de l'état de droit, dont l'objectif devait être de réduire la commission d'actes délictueux et le nombre de zones dans lesquelles la prééminence du droit n'était pas encore fermement établie.

11. La Réunion s'est déclarée favorable à l'insertion dans le programme de développement pour l'après-2015 d'objectifs spécifiques concernant l'état de droit, la sécurité et la justice, notamment d'éléments relatifs à la prévention du crime et à la justice pénale, au droit d'être à l'abri de la violence et à la bonne gouvernance.

12. Considérant qu'il importait d'élaborer des stratégies basées sur des données factuelles en matière d'état de droit, de prévention du crime et de réforme de la justice pénale, la Réunion a souligné qu'il fallait s'appuyer sur des données et des statistiques nationales sur la criminalité et la victimisation ventilées selon le sexe et l'âge.

13. La Réunion a recommandé que l'ONUDC s'appuie sur son savoir-faire en matière de collecte de données relatives à la criminalité et d'élaboration d'indicateurs pour définir des indicateurs adaptés concernant l'état de droit, la prévention du crime et de la violence et la justice pénale. Les États Membres pourraient ainsi mesurer et comparer les incidences que leurs politiques et stratégies en matière de justice pénale avaient sur le renforcement de l'état de droit et le développement.

14. La Réunion a insisté sur le fait que les systèmes de justice pénale et les initiatives de réforme devaient respecter les droits de l'homme, en particulier le droit à un procès équitable, qui reposait sur le principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis de l'exécutif et sur la présomption d'innocence.

15. Compte tenu du rôle déterminant des avocats de la défense, la Réunion a recommandé que l'accès des défendeurs indigents à une assistance juridique soit

garanti, conformément aux Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale.

16. La Réunion a recommandé que les mesures de réforme de la justice pénale se concentrent sur le renforcement des institutions et des ressources humaines, notamment par la mise à disposition du matériel nécessaire et par le renforcement des capacités des professionnels, comme les fonctionnaires de police, les enquêteurs, les procureurs, les juges et le personnel pénitentiaire. La création et la formation de services de détection et de répression spécialisés, chargés de s'attaquer à des formes émergentes et complexes de criminalité, ont été mentionnées comme constituant une bonne pratique, de même que la mise en place de laboratoires d'analyses criminalistiques. L'informatisation des procédures judiciaires a été considérée comme un autre élément important dans l'amélioration du fonctionnement des systèmes de justice pénale, car elle pouvait contribuer à améliorer l'efficacité, la transparence et l'accès à la justice.

17. Les États Membres de la région ont été encouragés à intégrer aux plans nationaux relatifs à l'égalité des sexes et à la promotion de la femme des mesures favorisant l'accès des femmes à la justice ainsi que la représentation adéquate des femmes dans le système de justice pénale. Parmi les bonnes pratiques en la matière figuraient le recours à des agents de police ou enquêteurs de sexe féminin pour s'occuper des femmes victimes de violence ou pour assurer la lutte antiémeutes lorsque des femmes se trouvaient parmi les manifestants.

Atelier 1. Le rôle des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale à l'appui de systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables: expériences et enseignements tirés en répondant aux besoins spécifiques des femmes et des enfants, en particulier le traitement et la réinsertion sociale des délinquants

18. Consciente de la fréquence de la victimisation des femmes et des enfants, en particulier en cas de violence familiale et sexuelle, la Réunion a encouragé les États Membres à recueillir et analyser des données en vue de permettre aux organismes de justice pénale de détecter ces types d'infractions, d'y donner la suite voulue et de répondre aux besoins des victimes.

19. La Réunion a reconnu que la criminalité et la violence à l'encontre des femmes et des enfants exigeaient une approche globale et une action concertée du système de justice pénale et des autres secteurs de l'administration publique, notamment des services sanitaires et sociaux, de la société civile et des médias, afin que les victimes puissent bénéficier d'une assistance, d'une protection et d'un accès à la justice, et pour lutter contre les causes profondes de ces problèmes qui pouvaient inclure, selon le contexte, le chômage, la pauvreté et la défaillance familiale.

20. La Réunion a recommandé aux États Membres d'échanger des informations et des bonnes pratiques sur des projets prometteurs de réinsertion sociale de détenus, et de former le personnel pénitentiaire à des approches axées sur la réadaptation et la réinsertion sociale.

21. Consciente des difficultés auxquelles les administrations pénitentiaires de nombreux pays se heurtaient s'agissant de répondre aux besoins spécifiques des

détenues, notamment des femmes enceintes ou des femmes détenues avec des enfants en bas âge, en matière de santé et autres, la Réunion a invité les États Membres à adopter dans ce domaine des politiques et des mesures conformes aux Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok) de 2010, ainsi qu'aux règles et normes des Nations Unies applicables en matière d'administration de la justice pour mineurs. À cet égard, la Réunion a souligné qu'il importait de séparer les détenues femmes des détenus hommes, et les mineurs des adultes.

22. Soulignant la nécessité de mettre en place un système de justice pour mineurs axé sur la protection des mineurs en conflit avec la loi, la Réunion s'est penchée sur des questions spécifiques telles que le traitement des enfants migrants non accompagnés ou la répression des infractions commises par des mineurs à l'encontre d'autres mineurs. Les États Membres ont été invités à promouvoir le recours à des mesures de substitution telles que la déjudiciarisation et la justice réparatrice, à respecter le principe selon lequel, lorsqu'il s'agit d'enfants, il ne faut en venir à la privation de liberté qu'en dernier ressort et pour une durée aussi courte que possible, à éviter autant que possible la détention provisoire des mineurs et à fournir, avant et après leur libération, un appui et des services aux enfants privés de liberté afin de faciliter leur réadaptation et leur réinsertion dans la société.

23. La Réunion a appelé les États Membres et les organismes compétents des Nations Unies à recueillir des informations pertinentes sur les enfants soupçonnés, accusés ou convaincus d'infractions au droit pénal, en particulier les enfants privés de liberté, afin d'améliorer l'administration de la justice pour mineurs.

2. Point 4 de l'ordre du jour du Congrès: Coopération internationale, y compris au niveau régional, pour combattre la criminalité transnationale organisée

24. La Réunion a rappelé l'importance de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, de la Convention des Nations Unies contre la corruption et des instruments juridiques contre le terrorisme. Elle a également invité les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier ces instruments et en particulier à en appliquer les dispositions dans la pratique, en tenant compte des difficultés auxquelles devaient faire face certains États Membres de la région, en particulier du fait de conflits et de crises économiques.

25. La Réunion a souligné la nécessité d'harmoniser les législations aux niveaux régional et international afin de faciliter la coopération. Elle a également préconisé, afin d'assurer une coopération internationale efficace et de renforcer la coopération bilatérale et régionale, de conclure des accords bilatéraux ou régionaux de lutte contre la criminalité transnationale organisée portant sur l'échange d'informations, l'entraide judiciaire, l'extradition, l'assistance technique mutuelle et l'échange de bonnes pratiques.

26. La Réunion a souligné la nécessité de promouvoir la coopération avec les organisations régionales et internationales afin de renforcer la coopération internationale et de contribuer au développement durable.

27. La Réunion a souligné la nécessité de traiter la question de la coopération transfrontalière et d'envisager la création d'unités mixtes aux frontières pour renforcer la coopération opérationnelle en matière de protection des frontières et de

lutte contre les flux illicites. Elle a plaidé en faveur d'une coopération dans le cadre des mécanismes régionaux existants, et elle a encouragé ces mécanismes, ainsi que les organisations régionales, à procéder à des échanges d'informations non seulement avec leurs membres, mais aussi avec d'autres régions.

28. Il a également été souligné que la conclusion de mémorandums d'accord ou d'accords bilatéraux pouvait être un moyen efficace de lutter contre le terrorisme et la piraterie.

29. La Réunion a recommandé que les États africains soient invités à collaborer dans le cadre de l'Organisation de police africaine AFRIPOL, qui avait été établie en vertu de la Politique africaine commune de défense et de sécurité de l'Union africaine. Elle a également demandé à l'ONUDC d'apporter une assistance technique et scientifique à AFRIPOL pour renforcer la coopération internationale.

30. La Réunion a mis en lumière des initiatives régionales africaines soutenant la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée. Les États Membres ont mentionné en particulier la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Southern African Regional Police Chiefs Cooperation Organization (SARPPCO), l'Eastern African Police Chiefs Cooperation Organization (EAPCCO), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAA). L'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest a notamment été citée comme exemple d'approche multipartite à suivre. Cette initiative a été lancée par l'ONUDC, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest/Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) et INTERPOL afin de contribuer, par une action synergique, à la mise en œuvre du Plan d'action régional de la CEDEAO visant à lutter contre les problèmes de plus en plus graves du trafic de drogues, de la criminalité organisée et de la toxicomanie en Afrique de l'Ouest. Il a été souligné en particulier que, dans le cadre de l'Initiative, une unité de lutte contre la criminalité transnationale organisée avait été créée dans chaque pays (Côte-d'Ivoire, Guinée-Bissau, Libéria et Sierra Leone). L'unité interorganismes nationale recueillait et analysait des informations et développait le renseignement opérationnel à l'appui de son rôle d'enquêteur principal dans les affaires criminelles les plus complexes. L'ONUDC, la Division de la police du DOMP et INTERPOL conseillaient et guidaient des membres du personnel national choisis après évaluation.

31. La Réunion a invité l'ONUDC et toutes les organisations internationales compétentes à soutenir l'Union africaine dans la mise en œuvre de son Plan d'action sur la lutte contre la drogue (2013-2017) afin de contribuer à l'action mondiale de lutte contre la criminalité transnationale organisée.

32. La Réunion a insisté sur le déséquilibre entre les moyens de la criminalité transnationale organisée et les ressources financières et humaines dont disposaient les autorités nationales chargées de la combattre. La capacité de la criminalité transnationale organisée à compromettre la sûreté et la sécurité et à saper l'autorité de l'État a été spécialement soulignée.

33. La Réunion a déterminé qu'il était nécessaire d'examiner les liens entre la corruption, la traite des personnes, le trafic de migrants, le trafic de drogues, le trafic d'armes, le terrorisme, la piraterie et les nouvelles formes de criminalité.

34. La Réunion a demandé qu'une assistance technique en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée soit fournie par l'ONUDC et d'autres fournisseurs d'assistance aux États Membres où il était nécessaire de renforcer les capacités des autorités locales. Bien que la rotation du personnel soit une source de difficultés et empêche les stages de formation de produire un effet durable, il a été dit que la formation des formateurs constituait une bonne pratique.
35. La Réunion a recommandé que tous les États Membres soient invités à examiner les demandes d'entraide judiciaire, y compris dans le domaine de la corruption, et de faire en sorte que les autorités compétentes puissent répondre à ces demandes, car la corruption privait les États de ressources considérables et sapait leur autorité.
36. La Réunion a invité les États Membres à apporter une aide maximale et à renforcer leurs capacités dans le domaine du recouvrement des avoirs, en particulier de ceux liés à la corruption.
37. La Réunion a souligné que les mesures de sécurité ne suffisaient pas pour combattre le terrorisme. Les États Membres ont été invités à compléter ces mesures par des plans de prévention, y compris en faisant appel aux médias pour éradiquer le terrorisme par l'instauration d'une culture du dialogue.
38. La Réunion a recommandé que les États Membres qui n'avaient pas encore élaboré et adopté des lois ou des politiques adéquates en matière d'entraide judiciaire et d'extradition soient encouragés à le faire rapidement et à déterminer l'assistance dont ils pourraient avoir besoin pour en assurer la mise en œuvre.
39. La Réunion a recommandé que les États Membres soient invités à modifier leur législation en matière d'extradition afin qu'elle s'applique non seulement à la criminalité transnationale organisée classique, mais aussi aux nouvelles formes de criminalité comme la piraterie et le braconnage.
40. La Réunion a encouragé les États Membres à simplifier leurs règles et procédures d'extradition, à revoir l'application du principe de non-extradition des nationaux et à accorder l'extradition sur la base de la réciprocité. Elle a également souligné la nécessité d'harmoniser les lois pénales au niveau régional et entre les régions afin que l'absence de double incrimination ne constitue pas un obstacle à l'extradition.
41. La Réunion a souligné que la mise en place de laboratoires de police scientifique était un moyen efficace de lutter contre la criminalité transnationale organisée et ses nouveaux modes opératoires.
42. La Réunion a cité la création de comités nationaux de coordination de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, y compris les nouvelles formes de criminalité, comme exemple de bonne pratique à suivre pour mettre en œuvre des approches intégrées et appuyer la coopération et la coordination internationales.
43. La Réunion a souligné la nécessité de recueillir des preuves et des données concernant les tendances et les mouvements de la criminalité transnationale organisée, ainsi que les flux financiers illicites sur le continent africain. L'importance de la collecte de données et de la création de bases de données a été soulignée à cet égard.

Atelier 2. Traite des personnes et trafic de migrants: succès obtenus et difficultés rencontrées en matière d'incrimination, d'entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite

44. La Réunion a souligné le principe du partage des responsabilités entre les pays d'origine, de transit et de destination, y compris la nécessité d'échanger des informations et de fournir une assistance technique aux États Membres qui en avaient besoin, et a encouragé la poursuite de la coopération régionale et sous-régionale en matière de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants. La traite des personnes appelait une action globale, non seulement du côté de l'offre, mais aussi du côté de la demande

45. La Réunion souligné qu'il était difficile de différencier la traite des personnes du trafic de migrants et qu'il était nécessaire de faire en sorte que les services de détection et de répression, y compris les premiers intervenants et les services de contrôle aux frontières, soient mieux à même d'identifier, dans un contexte de flux migratoires mixtes, les victimes de la traite des personnes, les migrants objet d'un trafic, les réfugiés et les victimes d'autres infractions, afin que les victimes de la criminalité et notamment de la traite des personnes reçoivent l'assistance voulue.

46. La Réunion a souligné la nécessité de mieux faire connaître les concepts clés du Protocole relatif à la traite des personnes, afin d'aider le corps judiciaire à faire la distinction entre la traite des personnes pour l'exploitation de main-d'œuvre et le travail forcé, la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle et le proxénétisme.

47. La Réunion a souligné l'importance de privilégier la dimension humaine de la traite des personnes et la nécessité de se placer sous l'angle des droits de l'homme afin que les victimes de la traite soient considérées comme telles, bénéficient d'une protection et ne soient pas poursuivies pour des infractions commises du fait qu'elles étaient victimes de la traite.

48. La Réunion a mentionné la nécessité de mieux faire connaître les biens et/ou services fournis par les victimes de la traite des personnes et la contribution essentielle que le secteur privé pouvait apporter aux mesures de lutte contre la traite.

49. La Réunion a encouragé les États Membres à faire bénéficier ceux d'entre eux qui n'avaient pas les moyens de lutter contre la traite des personnes d'une coopération, d'échanges d'informations et d'une assistance technique accrus.

50. S'agissant en particulier du Protocole relatif au trafic illicite de migrants, les États Membres ont été engagés à renforcer la coordination interorganismes de manière à lutter de façon intégrée contre ce trafic avec la participation de tous les organismes nationaux compétents, dont ceux chargés des enquêtes financières, des dossiers de corruption et de falsification de documents et du contrôle aux frontières.

51. La Réunion a recommandé que les États Membres envisagent d'analyser les liens entre la traite des personnes et d'autres infractions, dont le trafic d'organes, ainsi que ses liens avec la pauvreté et les conflits armés.

52. La Réunion a invité les États Membres à faire en sorte que leur législation confère le caractère d'infraction pénale à la traite des personnes et au trafic illicite de migrants, conformément au Protocole relatif à la traite des personnes et au Protocole relatif au trafic illicite de migrants, qu'ils puissent confisquer les produits

de ces infractions et qu'ils disposent de mécanismes efficaces pour en arrêter les auteurs.

53. La Réunion a recommandé aux États Membres d'élaborer des programmes pour sensibiliser le public à la question de la traite des personnes et l'informer de la marche à suivre pour signaler de telles infractions.

54. La Réunion a recommandé que les États Membres où des dispositions relatives à la protection et à l'assistance dont pouvaient bénéficier les victimes de la criminalité et notamment de la traite des personnes figuraient dans différentes lois envisagent de regrouper ces dispositions pour fournir une assistance plus intégrée et cohérente à ces victimes. Les États Membres ont également été invités à envisager d'élaborer des dispositions ou des mécanismes pour traiter la question du retour volontaire des victimes de la traite des personnes.

3. Point 5 de l'ordre du jour du Congrès: Approches globales et équilibrées visant à prévenir les formes nouvelles et émergentes de criminalité transnationale et à y répondre de façon adéquate

55. La Réunion a mis en relief les conséquences graves et préoccupantes des nouvelles formes de criminalité transnationale sur le continent africain. La criminalité financière avait un effet particulièrement néfaste sur les économies des pays d'Afrique et leurs jeunes systèmes financiers et bancaires; la contrefaçon de produits divers, notamment de produits pharmaceutiques et de médicaments, faisait peser une menace non seulement sur l'économie, mais également sur la santé et la sécurité des citoyens africains; la criminalité environnementale, dont les infractions de braconnage, de pêche illégale et de trafic illicite de faune et de flore perpétrées par les groupes criminels engendrait un épuisement des ressources naturelles et menaçait d'extinction des espèces qui ne se trouvaient que sur le continent; la piraterie maritime ainsi que les enlèvements et les demandes de rançons qui l'accompagnaient représentaient une menace pour la sécurité dans la région et au-delà.

56. Dans ce contexte, la Réunion a recommandé au treizième Congrès d'examiner les formes nouvelles de criminalité qui touchaient le continent africain et de charger l'ONUDC de fournir une assistance technique aux États Membres d'Afrique qui en faisaient la demande en vue de renforcer leurs capacités opérationnelles à lutter contre ces formes de criminalité, conformément à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

57. La Réunion a rappelé que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée avait vocation à s'appliquer à la criminalité transnationale organisée sous toutes ses formes, y compris ses formes naissantes, et constituait un cadre permettant aux États Membres d'harmoniser leurs législations et de renforcer leur coopération sur le plan international.

58. La Réunion a recommandé que les États Membres examinent les cadres en place en matière pénale, procédurale et légale afin de pouvoir mener des enquêtes et engager des poursuites concernant les formes nouvelles de criminalité transnationale, de manière à éviter l'impunité et à éliminer les refuges pour les auteurs de ces infractions.

59. La Réunion a invité les États Membres à envisager plus particulièrement d'élaborer des législations en vue de protéger l'environnement, d'incriminer toute activité nuisible pour l'environnement et de mettre en place des mesures de protection des espèces menacées d'extinction. À l'appui de ces législations ciblées, les États Membres pourront mettre sur pied des unités spécialisées dans la lutte contre la criminalité environnementale, mener des activités de sensibilisation et veiller à former de manière professionnelle les agents des services de détection et de répression à la lutte contre ces formes de criminalité.

60. La Réunion a recommandé que les États Membres renforcent leurs capacités nationales dans les domaines de la détection et de la répression, des poursuites et de la justice, ainsi que la coopération interinstitutions et transfrontalière en matière de détection et de répression et en matière judiciaire.

61. La Réunion a instamment prié les États Membres de combattre le trafic d'organes, notamment en empêchant et en punissant le tourisme de transplantation et la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes, et d'échanger des données d'expérience et des informations pour prévenir, combattre et incriminer ce trafic.

62. La Réunion a prié le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale de prêter attention au problème du trafic d'organes, y compris à la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes.

63. La Réunion a recommandé que l'ONUDC travaille, au niveau régional, en coopération avec les institutions régionales et les autorités nationales existantes, pour aider les États Membres à faire face aux formes émergentes de criminalité transnationale organisée, en particulier par le développement de réseaux régionaux.

64. La Réunion a recommandé que soit aussi envisagée, concernant la culture illicite du cannabis, une approche axée sur l'élaboration de programmes de développement alternatif.

65. La Réunion a également recommandé que les États Membres coopèrent avec l'ONUDC à la réalisation d'une étude sur les armes à feu, de façon à ce que celle-ci soit complète et puisse orienter les décideurs pour ce qui est de prévenir et d'éradiquer le trafic illicite d'armes à feu.

66. Reconnaissant les difficultés que posaient les formes de criminalité en évolution, la Réunion a recommandé qu'un appel soit lancé pour que les donateurs fournissent, au niveau bilatéral ou multilatéral, une assistance technique qui soit plus prévisible, efficace et durable.

Atelier 3. Renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération internationale

67. La Réunion s'est inquiétée de la menace accrue que représentait la cybercriminalité, notamment les cyberattaques visant les institutions nationales et le secteur privé, et les liens que celle-ci entretenait avec le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

68. Considérant la complexité de la cybercriminalité, les liens que celle-ci entretenait avec la criminalité transnationale organisée, en particulier le terrorisme, le fossé numérique et la nécessité que tous les États coopèrent dans la lutte contre ce phénomène, la Réunion a recommandé que les États Membres envisagent d'élaborer une convention sur la cybercriminalité dans le contexte du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui devait se tenir à Doha en 2015. Un tel instrument présenterait notamment l'intérêt de poser des normes universelles concernant la collecte d'éléments de preuve dans le cadre d'affaires de cybercriminalité et l'admissibilité des éléments de preuve au tribunal.

69. La Réunion a également recommandé que soit mis sur pied, sous les auspices du Conseil économique et social et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, un mécanisme offrant aux États Membres une instance pérenne pour l'échange d'informations et de pratiques, le renforcement de la coopération internationale et l'élaboration de programmes de sensibilisation et d'assistance technique, et permettant de discuter de l'organisation de conférences internationales sur le sujet.

70. S'agissant de la question cruciale de la protection du patrimoine culturel, la Réunion a recommandé que les États Membres envisagent d'élaborer, sur le modèle de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de la Convention des Nations Unies contre la corruption, une convention internationale visant le trafic de biens culturels. Elle a aussi recommandé que les participants au treizième Congrès pour la prévention du crime et la justice pénale échangent des informations au sujet des pratiques existantes et de l'expérience acquise aux niveaux national et international.

71. La Réunion a recommandé que les États Membres développent, appliquent et harmonisent leurs législations, et qu'ils adoptent des stratégies globales de lutte contre les problèmes du trafic de biens culturels et de la cybercriminalité afin de renforcer encore la prévention, les enquêtes, les poursuites et les sanctions concernant ces infractions et de resserrer encore la coopération internationale. De plus, elle a mis en avant la nécessité de mutualiser les pratiques et les données d'expérience relatives à la répression de ces infractions aux niveaux national et régional. La Réunion a aussi insisté sur la menace particulière que les conflits faisaient peser sur la protection du patrimoine culturel, et souligné qu'il fallait régulièrement revoir et réviser la législation et les mesures en place afin de tenir compte de l'évolution des technologies de l'information et de la communication.

72. La Réunion a recommandé que les États Membres intensifient la coopération régionale et internationale, notamment l'échange d'informations et l'assistance technique s'adressant en particulier à ceux qui enquêtaient sur les affaires de cybercriminalité. Vu l'insuffisance des données dont on disposait actuellement, la Réunion a recommandé que l'ONUDC réalise une enquête sur la cybercriminalité pour fournir des informations exhaustives aux États Membres.

73. La Réunion a constaté qu'il était considéré comme de bonne pratique par certains États de créer des services spécialisés dans la lutte contre la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, tout en gardant à l'esprit les liens que ces types d'infractions entretenaient avec d'autres formes de criminalité transnationale organisée, et des tribunaux spécialisés dans ces types d'infractions.

74. La Réunion a recommandé que des programmes de prévention du crime et une assistance soient offerts aux États en situation de conflit.

4. Point 6 de l'ordre du jour du Congrès: Approches nationales de la participation du public pour renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale

75. La Réunion a reconnu l'importance de la participation du public au renforcement de la prévention du crime et souligné, en particulier, l'intérêt à cet égard de la sensibilisation du public, de la prévention de la victimisation et du renforcement de la confiance de la population dans la justice pénale par l'amélioration de l'efficacité du système de justice pénale.

76. La Réunion a souligné l'importance des mesures de prévention précoces et des mesures de prévention qui s'adressaient aux familles, au milieu scolaire et aux institutions religieuses et qui exploitaient tout le potentiel que ceux-ci pouvaient offrir, pour s'attaquer aux causes socioéconomiques profondes de la criminalité telles que la pauvreté, le chômage, le défaut de logement satisfaisant et l'accès insuffisant à l'éducation. Elle a insisté à cet égard sur le rôle considérable que jouaient les organisations confessionnelles dans la prévention de la criminalité et de la radicalisation. Les États Membres ont été encouragés à prendre des mesures d'aménagement urbain et des mesures visant à améliorer les conditions de vie de la population dans le cadre d'une stratégie globale de prévention du crime.

77. La Réunion a mis en avant l'utilité des services de police de proximité et de voisinage qui travaillaient en étroite collaboration avec les citoyens à la recherche de solutions en matière de prévention du crime et de la violence, en particulier dans les communautés vulnérables. Cette question était particulièrement cruciale dans les contextes où l'État et la police devaient regagner la confiance des communautés.

78. La Réunion a encouragé les États Membres à tirer parti des pratiques et mesures en place pour inciter le public, en particulier dans les zones reculées, à signaler les infractions, y compris de corruption, et à agir en conséquence. Les bonnes pratiques en la matière comprenaient les mécanismes tels que les services téléphoniques d'urgence et les bureaux itinérants qui permettaient à la population de signaler des infractions et de déposer des demandes ou des plaintes, auxquels les autorités compétentes devaient donner suite.

Atelier 4. Contribution du public à la prévention du crime et sensibilisation à la justice pénale: expériences et enseignements tirés

79. La Réunion a souligné l'importance d'une stratégie de prévention du crime globale qui vise la prévention primaire, secondaire et tertiaire, selon les modèles de la "prévention sociale" et de la "prévention situationnelle".

80. La Réunion a recommandé que les États Membres veillent à ce que les citoyens participent effectivement aux activités de prévention du crime par le biais de partenariats avec les communautés locales. À cet égard, les États Membres ont été invités à envisager de mettre en place au niveau local des comités pluridisciplinaires et d'élaborer des mécanismes de collaboration en ligne pour susciter une plus large coopération. La formation des différentes parties prenantes et le renforcement des capacités et des savoir-faire de ces dernières constituaient un autre élément crucial de toute approche de prévention du crime efficace.

81. La Réunion a souligné le rôle important que la société civile, le secteur privé et les médias avaient à jouer pour ce qui était de contribuer à l'efficacité de la prévention du crime, ainsi que le rôle fondamental de l'éducation et de la participation des jeunes. Les États Membres ont été invités à accorder une attention particulière à la prévention de la délinquance juvénile et de la victimisation des enfants.

82. La Réunion a insisté sur le fait que les mesures d'éducation et de sensibilisation du public devraient faire appel aux médias traditionnels mais aussi aux nouveaux médias et aux médias sociaux. Elles devraient porter plus particulièrement sur les dangers que les activités criminelles présentaient pour le développement socioéconomique des pays et des sociétés dans leur ensemble, ainsi que sur les conséquences auxquelles s'exposaient ceux qui étaient impliqués dans de telles activités, de manière à dissuader les délinquants potentiels.

83. La Réunion a recommandé que les mesures de sensibilisation qui étaient prises soient porteuses de valeurs essentielles telles que le respect de la vie humaine, du travail et du mérite, ainsi que de valeurs communes à beaucoup de sociétés africaines, comme le rôle central de la famille. Les États Membres ont été invités à reconnaître l'intérêt des instances au sein desquelles les communautés pouvaient se réunir et renforcer leurs liens, et à en tirer parti.

B. Autres questions

84. Le représentant du Qatar, pays qui accueillera le treizième Congrès, a fait un exposé sur l'état d'avancement des mesures requises pour mener à bien les préparatifs du Congrès dans les délais. Il a présenté en particulier la page Web consacrée à la tenue du Congrès au Qatar (<http://www.moi.gov.qa/UNCCPCJDoha/English/>).

85. L'observateur du Conseil consultatif scientifique et professionnel international a fait un exposé sur les dispositions qui devaient être prises et les installations qui devaient être mises à disposition pour l'organisation des réunions subsidiaires qui se tiendraient lors du treizième Congrès¹.

III. Participation et organisation des travaux

A. Date et lieu de la Réunion

86. La Réunion régionale pour l'Afrique préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale s'est tenue à Addis-Abeba du 9 au 11 avril 2014.

B. Participation

87. Les États membres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ci-après étaient représentés à la Réunion: Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Djibouti, Égypte, Érythrée,

¹ Pour de plus amples informations, voir www.un-congress.org.

Éthiopie, Kenya, Lesotho, Libye, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Soudan et Zimbabwe.

88. Le Bélarus et le Qatar étaient représentés par des observateurs.

89. Les entités du système des Nations Unies ci-après étaient représentées par des observateurs: ONUDC, Commission économique pour l'Afrique.

90. Les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ci-après étaient représentés par des observateurs: Conseil consultatif scientifique et professionnel international, Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI).

91. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs: Ligue des États arabes, Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

92. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ci-après étaient représentées par des observateurs: Fondation Terre des hommes, Société internationale de criminologie (SIC), Société mondiale de victimologie, Women's Right to Education Programme (WREP).

93. Une liste des participants a été distribuée à la Réunion sous la cote A/CONF.222/RPM.4/INF/2.

C. Ouverture de la Réunion

94. La Réunion régionale pour l'Afrique préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale a été ouverte le 9 avril 2014 par John Sandage, Directeur de la Division des traités de l'ONUDC. Une déclaration liminaire a été faite par la Présidente, Maryann NJAU-KIMANI (Kenya), à l'issue de son élection.

95. Le Secrétaire de la Réunion régionale préparatoire a rappelé que l'Assemblée générale avait mûrement réfléchi avant de déterminer et d'adopter le thème du treizième Congrès, les points de son ordre du jour et les sujets de ses ateliers, de telle sorte que les travaux et délibérations du Congrès, qui était la seule instance mondiale consacrée aux questions de prévention du crime et de justice pénale, soient pris en compte dans le programme plus général de développement de l'ONU et la formulation de ce programme pour l'après-2015. À cet égard, il a fait remarquer que le thème du Congrès, les questions de fond inscrites à son ordre du jour et les sujets de ses ateliers étaient intimement liés et s'enrichissaient mutuellement. Pour faire ressortir cette relation étroite entre les questions de fond et les sujets des ateliers, il a proposé que les discussions soient structurées comme suit:

a) Question de fond 3 (Succès obtenus et difficultés rencontrées dans l'application des politiques globales en matière de prévention du crime et de justice pénale et stratégies visant à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et à favoriser le développement durable) et atelier 1 (Le rôle des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale à l'appui de systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables: expériences et enseignements tirés en répondant aux besoins

spécifiques des femmes et des enfants, en particulier le traitement et la réinsertion sociale des délinquants);

b) Question de fond 4 (Coopération internationale, y compris au niveau régional, pour combattre la criminalité transnationale organisée) et atelier 2 (Traite des personnes et trafic de migrants: succès obtenus et difficultés rencontrées en matière d'incrimination, d'entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite);

c) Question de fond 5 (Approches globales et équilibrées visant à prévenir les formes nouvelles et émergentes de criminalité transnationale et à y répondre de façon adéquate) et atelier 3 (Renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération internationale);

d) Question de fond 6 (Approches nationales de la participation du public pour renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale) et atelier 4 (Contribution du public à la prévention du crime et sensibilisation à la justice pénale: expériences et enseignements tirés).

D. Élection du Bureau

96. À sa 1^{re} séance, le 9 avril 2014, la Réunion a élu par acclamation les membres du Bureau suivants:

<i>Présidente:</i>	Maryann NJAU-KIMANI (Kenya)
<i>Vice-Président:</i>	Nabil HATTALI (Algérie)
<i>Vice-Président:</i>	Omer Ahmed Mohamed AHMED (Soudan)
<i>Vice-Président:</i>	Pierre Nicolas BIAO (Bénin)
<i>Rapporteure:</i>	Lillian L. MASHAKA (République-Unie de Tanzanie)

E. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

97. À sa 1^{re} séance également, la Réunion a adopté son ordre du jour provisoire (A/CONF.222/RPM.4/L.1), qui était le suivant:

1. Ouverture de la réunion.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
4. Questions de fond inscrites à l'ordre du jour du treizième Congrès:
 - a) Succès obtenus et difficultés rencontrées dans l'application des politiques globales en matière de prévention du crime et de justice pénale et stratégies visant à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et à favoriser le développement durable;

- b) Coopération internationale, y compris au niveau régional, pour combattre la criminalité transnationale organisée;
 - c) Approches globales et équilibrées visant à prévenir les formes nouvelles et émergentes de criminalité transnationale et à y répondre de façon adéquate;
 - d) Approches nationales de la participation du public pour renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale.
5. Questions qui seront examinées par les ateliers dans le cadre du treizième Congrès:
- a) Le rôle des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale à l'appui de systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables: expériences et enseignements tirés en répondant aux besoins spécifiques des femmes et des enfants, en particulier le traitement et la réinsertion sociale des délinquants;
 - b) Traite des personnes et trafic de migrants: succès obtenus et difficultés rencontrées en matière d'incrimination, d'entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite;
 - c) Renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération internationale;
 - d) Contribution du public à la prévention du crime et sensibilisation à la justice pénale: expériences et enseignements tirés.
6. Recommandations pour le treizième Congrès.
7. Adoption du rapport de la réunion.
98. À la même séance, la Réunion a approuvé l'organisation des travaux. La liste des documents dont elle était saisie figure à l'annexe II.

IV. Adoption du rapport et clôture de la Réunion

99. À sa 6^e séance, le 11 avril 2014, la Réunion a examiné et adopté son rapport (A/CONF.222/RPM.4/L.2), [tel qu'il a été modifié oralement].

Annexe I

Liste des documents

A/CONF.222/PM.1	Guide de discussion
A/CONF.222/RPM.4/L.1	Ordre du jour provisoire et annotations
A/CONF.222/RPM.4/L.2	Projet de rapport
A/CONF.222/PM/CRP.1	TST Issues Brief: Conflict Prevention, Post-conflict Peacebuilding and the Promotion of Durable Peace, Rule of Law and Governance
A/CONF.222/PM/CRP.2	Accounting for Security and Justice in the Post-2015 Development Agenda
